

ANALYSE DE LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE & SES LIENS AVEC LA GUERRE EN UKRAINE

18/08/2022

TABLE DES MATIERES

1. UN OURAGAN DE FAMINES A PREVOIR ?	2
2. LES LIENS ENTRE LA CRISE RUSSO-UKRAINIENNE ET L'INSECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE	3
DES ALIMENTS PLUS CHERS ET UNE PRODUCTION AGRICOLE ENTRAVEE	3
UNE REPOSE HUMANITAIRE EN DIFFICULTE.....	3
3. FOCUS SUR LES PAYS & REGIONS D'INTERVENTION DE SI	4
AFRIQUE	4
MOYEN ORIENT	5
AMERIQUE LATINE	6
ASIE	6
4. QUELLES SOLUTIONS FACE A CETTE CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE ?	6
SUR LE COURT TERME, UNE REPOSE ALIMENTAIRE URGENTE ET UN SOUTIEN A LA PRODUCTION AGRICOLE	6
SUR LE LONG TERME, ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS DE PRATIQUES ALIMENTAIRES ET AGRICOLES VERS UN SYSTEME PLUS DURABLE	7
5. SOURCES	9
6. ACRONYMES	9

1. UN OURAGAN DE FAMINES A PREVOIR ?

Une **crise alimentaire mondiale sans précédent** est en cours et un ensemble de facteurs en sont à la fois les causes et les conséquences : crises climatiques, crises écologiques, crises économiques, crises politiques. La pandémie de Covid-19 a perturbé les systèmes alimentaires un peu partout dans le monde, ce qui avait déjà contribué à augmenter le prix des aliments. Le dernier conflit en date, la guerre menée par la Russie en Ukraine, n'a fait qu'exacerber cette situation : perturbations dans les chaînes d'approvisionnement de denrées alimentaires de base comme le blé, de certaines semences, des fertilisants et du pétrole, entraînant une flambée des prix et fragilisant la production agricole de nombreux pays.

Antonio Guterres, secrétaire général des Nations Unies, alarme sur "**cette situation qui pourrait entraîner un ouragan de famines dans de nombreux de pays**". En 2021, les niveaux de la faim dans le monde ont dépassé tous les records précédents, avec 828 millions de personnes souffrant de la faim, soit 150 millions de plus qu'en 2019 avant la pandémie de Covid 19 (Rapport 2022 sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, SOFI). Les conséquences de la guerre en Ukraine, perturbations des systèmes alimentaires mondiaux et des principaux intrants agricoles ne peuvent faire qu'augmenter ces chiffres déjà dramatiques. Et il est important de garder en tête que l'insécurité alimentaire est à la fois une conséquence des conflits mais aussi un facteur pouvant contribuer à les créer ou les intensifier.

SI fait partie des 4 membres permanents qui représentent les ONG dans le SAG (*Strategic Advisory Group*) du cluster Sécurité Alimentaire coordonné par le PAM et la FAO. Au niveau du **plaidoyer des Nations Unies**, 4 clusters (Sécurité Alimentaire, WASH, Santé et Nutrition) ont sorti une tribune en juin dernier pour alerter sur les risques de famine dans certains pays et appeler à une meilleure coordination intersectorielle afin d'améliorer l'impact des interventions humanitaires en prévention de la famine. La classification IPC (*Integrated Phase Classification*) de la FAO projette qu'en 2022 **plus d'un demi-million de personnes** (570 000) **se trouveront dans la dernière catégorie (5) : risque de famine et de mort**. C'est un nouveau record depuis la famine de 2011 en Somalie. Les régions et pays mis en avant comme étant les plus vulnérables sont : Afghanistan, Corne de l'Afrique, Sahel, Sud Soudan et Yémen, mais cette liste pourrait se rallonger dans les mois qui viennent. En mai, puis en août, le Cluster Sécurité Alimentaire a lancé un appel sans précédent pour une action immédiate : *"ceci n'est plus un avertissement, les acteurs en Sécurité Alimentaire sont déjà actifs sur le terrain pour répondre aux besoins les plus urgents mais ce ne sera pas suffisant. Il est de notre responsabilité d'intensifier cette réponse, maintenant. Un monde de faim est un monde d'instabilité."*

Solidarités International, très consciente de cette situation alarmante, **a mené une enquête auprès des équipes sur le terrain** afin d'analyser leurs observations et recommandations face à cette crise alimentaire. Le présent document met en avant cette analyse provenant directement du terrain mais aussi l'analyse plus globale faite par le pôle Sécurité Alimentaire & Moyens d'Existence du siège au travers de la lecture de nombreux documents et d'échanges au sein de ses réseaux d'expertise. Ainsi, il est important de noter que cette analyse n'a pas pour vocation de proposer une synthèse exhaustive de la situation et représente uniquement l'analyse de Solidarités International à un instant donné. La crise alimentaire actuelle est complexe et va certainement beaucoup évoluer dans les mois et années qui viennent. Le présent document pourra cependant contribuer à la réflexion en cours au sein du secteur humanitaire pour mieux comprendre l'ampleur de la situation et y apporter des solutions pertinentes et efficaces.

2. LES LIENS ENTRE LA CRISE RUSSO-UKRAINIENNE ET L'INSECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE

DES ALIMENTS PLUS CHERS ET UNE PRODUCTION AGRICOLE ENTRAVEE

La Russie et l'Ukraine représentent 30% des exportations mondiales de blé et la Russie 20% des exportations mondiales de fertilisants. Le blé n'est pas seulement une denrée alimentaire de base pour l'humain mais il est aussi destiné à alimenter de nombreux élevages dans le monde. Certains pays comme le Yémen ou le Liban dépendent à plus de 80% des importations de blé russe ou ukrainien (FAO). Et certains pays qui exportaient du blé ne le font plus pour se protéger en gardant leurs stocks (Inde). Cependant au niveau de la production mondiale de blé, la Russie et l'Ukraine ne récoltent que 13% du blé mondial, et l'Ukraine seule, seulement 3,7% (FAO). Par ailleurs, avec l'augmentation du prix du blé, de nombreux agriculteurs, des Etats-Unis à l'Inde, ont semé plus de blé tandis que d'autres n'arrivent plus à avoir accès aux moyens de produire ce blé (**semences, fertilisant**) ou encore voient leurs récoltes détruites par des événements climatiques.

La question du **pétrole** est aussi en jeu avec une augmentation du prix, ce qui entraîne une augmentation du coût du transport au niveau mondial. Au niveau agricole, l'augmentation du prix du pétrole réduit les possibilités d'utilisation de machines agricoles (tracteurs, pompes pour l'irrigation), impacte la production et l'acheminement des intrants agricoles (fertilisant, pesticides, etc.) ainsi que les activités de transport et de transformation de la production. Nombreux agriculteurs sont forcés de réduire les surfaces agricoles voir d'arrêter certaines cultures cette année. N'oublions pas également toutes les petites entreprises non agricoles dépendantes du pétrole pour fonctionner qui subissent ainsi des pertes de revenus et la réduction des opportunités d'emploi.

L'augmentation du cours du blé touche plus durement les pays à faible revenu pour deux raisons : 1. leur population consomme davantage de féculents ; 2. l'alimentation constitue une part beaucoup plus importante de leurs dépenses (souvent plus de 50% contre moins de 10% dans les pays à revenus élevés) (Washington Post). *“Les cours des céréales restent à des niveaux jamais vus depuis la panique de 2008-2010, lorsque des manifestations avaient éclaté dans plusieurs pays pour protester contre la hausse des prix des produits alimentaires. Dans certains pays du Moyen-Orient, elles avaient contribué à renverser les gouvernements en place.”* (Washington Post).

Alors qu'il est difficile de statuer sur une pénurie de blé, selon le Washington Post, Vladimir Poutine utilise **le blé comme arme psychologique**, en manipulant les perceptions sur cette potentielle pénurie. *“Le véritable danger n'est pas qu'il y ait une pénurie mondiale, mais que la peur crée un climat de panique qui fait grimper les prix et prive de nourriture ceux qui ont faim”*. L'augmentation du prix du blé aide également Poutine à financer la guerre en Ukraine. Mais au final, la volatilité des prix est surtout bénéfique aux 4 multinationales (ADM, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus) qui contrôlent 90% du commerce céréaliier mondial : achat, transport, entreposage et distribution (The Guardian) mais investissent également dans le secteur des semences et des fertilisants, la boucle est bouclée.

UNE REPOSE HUMANITAIRE EN DIFFICULTE

“Les famines ne sont jamais liées à la production alimentaire. Elles sont causées par des problèmes d'accès”. (Arif Husain, Economiste en chef du PAM).

D'un côté, le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire augmente et de l'autre, l'aide alimentaire est de plus en plus coûteuse à mettre en œuvre (coût des denrées alimentaires et du pétrole pour le transport des vivres). En 2021, la moitié du blé que s'est procuré le PAM provenait de la région de la mer Noire, ce qui actuellement pose problème au PAM pour continuer son aide alimentaire en nature. Entre mars et juin 2022, les coûts des denrées alimentaires distribuées par le PAM (blé, farine de blé, huile de tournesol, huile de palme, pois et compléments nutritionnels) ont augmenté de 27,1 millions USD par mois et le coût du pétrole a augmenté leurs coûts opérationnels de 5,5 millions USD par mois. Au niveau global, la crise en Ukraine a augmenté les coûts mensuels du PAM de 73,6 millions USD au-dessus du

niveau de 2019, soit une augmentation de 44%. En mai dernier, Richard Ragan, le directeur du PAM au Yémen disait dans une interview à Reuters " nous prenons la nourriture des pauvres pour nourrir les affamés". Fin juin dernier, le PAM annonçait fournir une aide alimentaire à 13 millions de personnes au Yémen, à raison de 5 millions qui ne recevaient que 50 % de leurs besoins alimentaires quotidiens et les 8 millions restants seulement 25 %, à cause des coupes budgétaires.

L'aide alimentaire apportée à travers des transferts monétaires est également impactée. Désormais, avec le même montant d'argent, les populations bénéficiaires de ces transferts d'argent peuvent s'acheter beaucoup moins d'aliments en raison de la hausse des prix. Les acteurs humanitaires sont obligés d'augmenter le montant de ces transferts, ce qui diminue le nombre de personnes pouvant être couvertes par cette aide.

Le scénario élaboré par le PAM montre que si le conflit en Ukraine affecte la future production de blé et de maïs en 2022/23, l'insécurité alimentaire aigüe (phases IPC 4 et 5) est susceptible d'augmenter de 17% soit 47 millions de personnes par rapport à 2021 qui avait déjà atteint un record de 193 millions de personnes.

3. FOCUS SUR LES PAYS & REGIONS D'INTERVENTION DE SI

La crise devrait continuer d'entraîner une augmentation globale des prix des denrées sur le marché mondial. Les équipes terrain de SI en charge des projets de sécurité alimentaire dans nos pays d'intervention ont confirmé que cela entraînerait des conséquences majeures sur la sécurité alimentaire des populations. L'augmentation du prix du pétrole et des fertilisants ainsi que d'autres intrants agricoles va également paralyser de nombreux agriculteurs dans la plupart de nos pays d'intervention.

Dans ce chapitre, nous mettons en avant les observations et les analyses réalisées en juin 2022 par nos équipes terrain sur différentes missions en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique Latine et en Asie.

AFRIQUE

Plusieurs pays d'Afrique voient leurs importations de denrées alimentaires et agricoles impactées (de manière directe ou indirecte) par le conflit en Ukraine. L'Indice FAO des prix des produits alimentaires a grimpé de 12,6 % en mars 2022 par rapport à février 2022 et a atteint son plus haut niveau depuis sa création en 1990.

La **RCA** par exemple dépend directement de l'Ukraine pour son approvisionnement en farine de blé et du Cameroun pour plusieurs produits alimentaires. Le **Cameroun** étant lui-même dépendant de l'Ukraine pour ses importations, les mesures de restrictions qu'il a mis en place depuis le début du conflit réduisent considérablement la possibilité d'approvisionnement en denrées pour la RCA, entraînant alors une hausse importante des prix (+28,6 % et 33% en fonction du type de farine, +20% pour le riz et +56 % pour l'huile). Cette hausse des prix en **RCA**, a déjà un impact sur les pratiques alimentaires des populations dans les zones où travaillent **les équipes de Solidarités International** qui observent des stratégies d'adaptation typiques des situations de crise alimentaire : le recours à des aliments moins appréciés et moins chers, ou la réduction des quantités consommées.

Au **Soudan**, selon le global Food Security cluster, les prix des denrées alimentaires ont presque triplé par rapport à 2021 et devraient être supérieurs de plus de 400 à 500 % à la moyenne sur cinq ans. Les récoltes du début de l'année 2022 ont été inférieures de 35 % à la moyenne et 64 % des ménages ne disposent pas de stocks leur permettant de tenir jusqu'à la fin de la période de soudure. La production nationale de blé ne couvre que 15 % de la demande de blé du Soudan. En 2020, 60 % du total du blé importé au Soudan provenait de Russie (55 %) et d'Ukraine (5 %). Avec un déficit de 1,7 million de tonnes métriques de blé et une pénurie de devises pour les importations, il faut s'attendre à une flambée des prix du blé.

Au **Burkina Faso** et dans d'autres pays du Sahel, les importations d'engrais depuis la Russie et l'Ukraine sont importantes. On estime que **la région Afrique de l'Ouest** sera confrontée à un déficit de 1,2 à 1,5

millions de tonnes d'engrais, soit l'équivalent de 10 à 20 millions de tonnes de céréales (PAM/FAO,2022). Ainsi, la région pourrait faire face à une perte d'environ ¼ de sa production céréalière par rapport à 2021 (PAM/FAO,2022). Au-delà de la forte augmentation du prix des denrées alimentaires que cela va générer, cette pénurie d'engrais va également renforcer la situation d'insécurité alimentaire aigüe préexistante dans la région. En seulement un an, on a observé une augmentation de 82% de population en phase IPC4 (FAO). Ici encore, nos équipes observent l'effet de la crise sur les conditions de vie des ménages qui ont parfois recours à l'endettement pour subvenir à leurs besoins alimentaires.

La hausse généralisée des prix des produits agricoles et alimentaires, associée à la hausse mondiale du prix du pétrole impactent déjà les interventions humanitaires. En effet, l'augmentation des prix des denrées agricoles et du carburant génère une augmentation des coûts d'intervention humanitaire. Dans plusieurs de ses pays d'intervention, SI tente de s'adapter à ces nouvelles conditions notamment en réadaptant les paniers alimentaires avec des denrées moins chères (en **RCA**) ou bien en réajustant la valeur des transferts monétaires (au **Burkina Faso** par exemple). Dans ces pays, les ONG sont confrontées à la nécessité de revoir les contrats passés avec leurs fournisseurs qui ne sont plus en mesure de s'approvisionner aux prix initialement négociés. Certaines organisations ont suspendu leurs activités en raison d'un budget insuffisant pour la mise en œuvre des activités et répondre aux besoins des plus vulnérables.

Le conflit en Ukraine, et la hausse des prix qui en résulte, augmentent les tensions sur un budget global dédié aux interventions humanitaires déjà insuffisant. Par conséquent, les acteurs humanitaires sont confrontés à des difficultés considérables pour atteindre les plus vulnérables. Au **Sud-Soudan**, par exemple, ça a été le cas du PAM, l'un des piliers de la réponse humanitaire dans le pays.

MOYEN ORIENT

En raison du poids important de l'Ukraine et de la Russie sur les marchés agricoles mondiaux, de nombreux pays dépendent des importations russo-ukrainiennes de denrées alimentaires comme le blé, la farine et les huiles végétales ; c'est le cas par exemple de **l'Irak**, du **Liban** ou encore du **Yemen**. A titre d'exemple, en 2020, le **Liban** dépendait de l'importation de son blé depuis la Russie à 81,2% (USAID & Mercy Corps, 2022). Or, entre 20 et 25% du blé exporté n'est aujourd'hui plus disponible sur le marché mondial en raison du conflit (PAM, avril 2022). De même, aujourd'hui en **Irak**, 32% de l'huile comestible est importée depuis l'Ukraine (PAM, mars 2022). En **Syrie**, entre janvier et mai 2022, le panier alimentaire moyen a augmenté de 17% (NES Cash WG), rendant l'accès à l'alimentation encore plus difficile pour les ménages les plus vulnérables.

L'augmentation du prix du pétrole rend également plus coûteuses les interventions des ONG humanitaires, dépendantes du pétrole notamment pour le transport des vivres. Déjà avant la crise Ukrainienne, le **Liban** connaissait une crise du pétrole impactant fortement la vie de la population. Depuis mars 2022, le prix du diesel y a augmenté de 80% (PAM, avril 2022). Aujourd'hui, nos équipes sur le terrain ne peuvent pas subvenir correctement aux besoins des populations. Elles ont adapté certaines de leurs pratiques en réduisant les trajets en voiture et en favorisant le recours à l'énergie solaire. Tandis que les coûts des interventions humanitaires augmentent, les budgets humanitaires, eux, restent largement insuffisants. Ainsi, au **Yemen**, des familles sont contraintes de vendre leurs effets personnels pour pouvoir acheter de la nourriture.

Il ne faut pas oublier que les conséquences catastrophiques de la crise russo-ukrainienne s'ajoutent aux contextes économiques et politiques souvent instables auxquels certains pays sont confrontés. En effet, le **Liban** fait face à une crise économique majeure, antérieure à la crise ukrainienne ; cela se traduit par un effondrement financier et une hausse continue des prix de toutes les denrées alimentaires et des intrants agricoles. En 2021, le prix du pain a augmenté de 600% (PAM, 2022) et depuis le début de la crise, la monnaie a perdu près de 92% de sa valeur (PAM, 2022). De même, en **Afghanistan**, la crise humanitaire est à l'origine d'une chute de la monnaie afghane et d'une augmentation globale du prix des denrées et des intrants agricoles. **L'Iraq** connaît également une situation humanitaire grave, avec 10% de la population nécessitant une aide humanitaire (PAM, mars 2022). Depuis l'année dernière, la production agricole y a baissé de 38% et les importations des denrées alimentaires ont augmenté de 35%. Alors que le prix du panier de la ménagère augmente forçant les plus vulnérables à adapter leurs habitudes de consommation, le gouvernement lance une extension des filets sociaux et une campagne de réduction

des taxes. **La Syrie** connaît des épisodes de sécheresse récurrents (2018, 2021, 2022) qui ont affecté les productions locales, et notamment celles de blé. Cette baisse de la production vient aggraver l'indisponibilité et l'inflation des denrées alimentaires de base.

AMERIQUE LATINE

Là encore, on observe une forte dépendance aux importations d'intrants agricoles : 75% des fertilisants utilisés en **Colombie** sont importés. 42% d'entre eux proviennent de Russie ou d'Ukraine. On constate actuellement une inflation de 128% sur leur prix. Le prix des pesticides a lui aussi augmenté de 27%.

Le prix du carburant a augmenté de 8%, les aliments et boissons ont subi une inflation de 23,3% entre 2021 et 2022. Les causes de ces augmentations sont multifactorielles, mais la crise en Ukraine en fait partie.

73% de l'huile de tournesol consommée est importée. Une forte augmentation de son prix a déjà été constatée. Cette hausse du prix s'explique par les mauvaises conditions climatiques dans les pays exportateurs de graines de tournesol tels que la Russie et l'Ukraine au cours de l'année 2021, ce qui a affecté leurs ventes à l'étranger. Le conflit en Ukraine est venu exacerber cette situation préexistante (Colombia Food Security Cluster). A ce stade aucune stratégie d'adaptation de la part des populations n'a été observée, ni aucun impact sur les interventions humanitaires, notamment d'assistance alimentaire.

ASIE

Le coup d'état militaire au **Myanmar** a des conséquences graves sur la situation économique du pays. Rien ne permet aux équipes du terrain d'affirmer que l'augmentation des coûts des denrées alimentaires et des intrants agricoles est due davantage à la crise russo-ukrainienne plutôt qu'au coup d'état.

La crise russo-ukrainienne est à l'origine d'une augmentation du prix du pétrole, ce qui limite les interventions humanitaires et paralyse globalement le pays. De plus, l'huile étant moins disponible sur les marchés mondiaux, l'aide humanitaire ne permet pas d'en fournir suffisamment au Myanmar. Nos équipes observent ainsi une réduction de la consommation d'huile pour la cuisine, ou le recours à l'achat d'huiles de moindre qualité et moins onéreuses. Enfin, le soutien financier des bailleurs est tourné vers l'Ukraine, dont les besoins entrent en compétition avec d'autres pays et crises oubliées comme le Myanmar.

4. QUELLES SOLUTIONS FACE A CETTE CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE ?

SUR LE COURT TERME, UNE REPONSE ALIMENTAIRE URGENTE ET UN SOUTIEN A LA PRODUCTION AGRICOLE

Concernant l'**aide alimentaire urgente** à apporter aux nombreuses personnes tombant en situation d'insécurité alimentaire aigüe, il est important de sensibiliser les bailleurs à augmenter les fonds alloués aux pays notamment avec une partie de leur population à risque de famine. L'aide alimentaire doit également s'adapter et valoriser les produits disponibles localement.

Concernant les **chaînes d'approvisionnement des denrées alimentaires et intrants agricoles**, les gouvernements doivent s'assurer qu'elles restent fluides. Ils doivent également ne pas abuser des

politiques subventionnistes ou protectionnistes, qui contribuent à perturber davantage ces chaînes d'approvisionnement et réduisent la capacité des marchés mondiaux à absorber les chocs.

Pour le cas du blé bloqué en Ukraine, il est nécessaire de pouvoir l'exporter de manière sécurisée. Avec l'aide des Nations Unies et de la Turquie, l'Ukraine et la Russie ont signé le 22 juillet dernier un accord pour reprendre les exportations de céréales ukrainiennes par la mer Noire. Pour la première fois depuis l'invasion russe en février, un navire chargé de céréales est parti le 1er août d'Ukraine vers la Turquie et le Liban. Plusieurs chargements ont suivi depuis. Il est également important que les sanctions lancées envers la Russie n'empêchent pas les pays les plus dépendants d'importer les intrants russes.

Les systèmes de **protection sociale** en place doivent être appuyés et renforcés afin de continuer à aider les populations les plus vulnérables à couvrir leurs besoins de base et notamment alimentaires et de couvrir les nouvelles populations entrant dans ce cycle de vulnérabilité à cause de la hausse des prix alimentaires.

Il faut concentrer les **programmes de soutien agricole** sur la production de céréales locales et autres cultures alternatives ainsi que l'utilisation d'engrais organiques afin d'assurer une production agricole suffisante dans les mois qui viennent. Il est important également d'appuyer les infrastructures de stockage des céréales afin de faire face aux chocs à venir.

De manière générale, les acteurs humanitaires doivent être encore plus impliqués dans les espaces de **coordination multisectorielle** et les groupes de travail afin d'analyser la situation et de concevoir des réponses appropriées.

SUR LE LONG TERME, ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS DE PRATIQUES ALIMENTAIRES ET AGRICOLES VERS UN SYSTEME PLUS DURABLE

Les solutions long terme pour faire face à cette crise alimentaire mondiale nécessitent que plusieurs changements drastiques opèrent à différentes échelles.

Au niveau de **nos régimes alimentaires**, ils sont très concentrés sur un petit nombre d'aliments de base, communs à tous les pays. Il faut se réappropriier des aliments locaux, parfois délaissés mais plus facile à cultiver localement car mieux adaptés aux contextes agroécologiques. La Côte d'Ivoire et le Cameroun nous donnent l'exemple récemment en commençant à fabriquer son pain à partir de farine de manioc pour remplacer celle de blé. Il faut retrouver les bases d'une alimentation équilibrée et ne pas manger en excès certains aliments tels que les produits carnés ou laitiers, dont la production est très polluante et consomme une partie importante des céréales cultivées dans le monde. *Le riz, le sucre et les différents types de viande sont les aliments dont la production est la plus encouragée dans le monde, tandis que les fruits et les légumes sont globalement moins soutenus.* (State of Food Security and Nutrition in the World 2022) Il faut également lutter contre le gaspillage alimentaire qui détruit chaque année 1/3 de la production alimentaire selon la FAO, l'équivalent de la nourriture pour 3 milliards de personnes. Ce gaspillage se déroule à différents moments de la vie des aliments, du champ à l'assiette et pourrait être en grande partie évité.

Au niveau de la **production et de la commercialisation des produits agricoles**, en miroir à la diversification des régimes alimentaires, la production agricole doit être plus diversifiée et les filières agricoles davantage localisées. Aujourd'hui ce sont seulement 4 multinationales (ADM, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus) qui contrôlent 90% du commerce céréaliier mondial : achat, transport, entreposage et distribution (The Guardian). Les gouvernements doivent repenser leurs politiques agricoles avec pour objectif la souveraineté alimentaire¹, à travers le maintien d'une agriculture de proximité destinée en priorité à

¹ *La souveraineté alimentaire est le droit de chaque pays à maintenir et développer sa propre capacité de produire son alimentation de base, en respectant la diversité des cultures et des produits. La souveraineté alimentaire est une condition préalable d'une véritable sécurité alimentaire.* (Déclaration du Sommet Alimentaire Mondial. Rome 2002)

alimenter les marchés régionaux et nationaux. Pour que cette agriculture fournisse durablement des aliments de qualité accessibles à tous, elle doit être plus **résiliente face aux chocs climatiques et ne pas contribuer à la dégradation environnementale et au réchauffement climatique**. Encore une fois, les solutions existent déjà : pratiques agroécologiques, utilisation d'engrais organiques, mise en place de systèmes d'irrigation moins coûteux en énergie, banques de céréales pour conserver la diversité des semences et faire face aux chocs, etc. Ces solutions doivent être appropriées localement mais surtout accompagnées par les gouvernements à travers la définition de politiques accompagnées de financements et du renforcement de capacités pour le développement de filières agricoles résilientes.

D'après les projections du rapport *State of Food Security and Nutrition in the World 2022*, près de 670 millions de personnes souffriront encore de la faim en 2030 – 8% de la population mondiale, soit la même proportion qu'en 2015, date à laquelle les objectifs de Développement Durables à l'horizon 2030 ont été définis. Nous sommes donc bien loin d'atteindre l'objectif 2 de "zéro" faim dans le monde. **Face au niveau sans précédent de la crise alimentaire actuelle, un changement drastique de trajectoire est à prendre pour le système alimentaire mondial, et ce dès maintenant.**

5. SOURCES

- <https://www.ipcinfo.org/famine-facts/>
- [The State of Food Security and Nutrition in the World 2022 | FAO | Food and Agriculture Organization of the United Nations](#)
- [hammer-blow---how-the-conflict-in-ukraine-will-have-a-catastrophic-impact-on-displaced-communities-in-crises.pdf \(nrc.no\)](#)
- [23may2022_hunger_crisis_consolidated_framework_.pdf \(fscluster.org\)](#)
- [intercluster_famine_statement_june_22_0.pdf \(fscluster.org\)](#)
- [Un sauve qui peut mondial ! - Défis Humanitaires \(defishumanitaires.com\)](#)
- PAM, "Impact of Ukraine Crisis on Food Security in Lebanon", April 2022 Update
- PAM, "Food Security in Iraq - Impact of Ukraine crisis", March 2022
- USAID & Mercy Corps, "Flash Update - Humanitarian impact of Ukraine Conflict on Lebanon", March 2022, https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2022-03/lcat_feb-march-ukraine_2022-3.pdf
- [War in Ukraine drives global food crisis, PAM, Juin 2022 CRISIS](#)
- FAO & PAM, "Efectos de la crisis Rusia-Ucrania en la Seguridad Alimentaria en Colombia", March 2022
- Nations Unies RCA, "Impact de la crise ukrainienne en République centrafricaine", 2022
- ECOWAS & FAO & PAM, "Assessment of the Risks and Impact of the Russian-Ukrainian Crisis on Food Security in the ECOWAS Region", June 2022
- Food security cluster statement, August 2022: [global_food_security_cluster_sounds_the_alarm-hunger_statement-july22.pdf \(fscluster.org\)](#)

6. ACRONYMES

CSNU : Conseil de Sécurité des Nations Unies

FAO : Food and Agriculture Organisation

IPC : Integrated Phase Classification

NES Cash WG : North East Syria Cash Working Group

PAM : Programme Alimentaire Mondial

RCA : République centrafricaine

SAG : Strategic Advisory Group

SOFI : State of Food Security and Nutrition in the World

WASH : Water Sanitation Hygiene

Solidarités International

89 rue de Paris
92110 Clichy

T : +33 (0)1 80 21 05 05
F : +33 (0)1 80 21 05 99
info@solidarites.org